

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MARS 1922.

Projet de loi tendant à améliorer la situation financière
des provinces et des communes (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis ne demande pas de longues justifications : Il suffirait, d'ailleurs, de s'en référer aux très nombreuses discussions qui se sont produites dans les enceintes des deux Chambres, relativement à la situation financière des communes.

Cette situation est déplorable : Chaque jour voit créer des charges nouvelles pour les communes tandis que l'État réserve à son profit, la plupart des sources de revenus auxquelles elles puisaient jadis.

Les budgets communaux soldent en déficit dans le plus grand nombre des communes, et celles-ci sont obligées de recourir à l'emprunt. A beaucoup d'entre elles la situation paraît inextricable. Pour leur venir en aide on leur prodigue des conseils assurément fort sages : User d'économies, comprimer les dépenses. Sans doute... mais il est des dépenses incompressibles, telles celles que l'État leur impose. Il est des limites en dessous desquelles il est impossible de réduire les traitements et les salaires; par ces remèdes le déficit pourra être réduit mais non supprimé.

(1) Projet de loi, n° 32.

(2) La Commission était composée :

1° Des membres de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies : MM. MECHELYNCK, président, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (AUG.), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLADBEKE, WAUWERMANS;

2° De six membres nommés par les Sections : MM. CARLIER, PEPIN, WAUWERMANS, DRION, LAMBORELLE et MARILLE.

Créer des ressources nouvelles : il est à la taxation des limites qui ne peuvent être dépassées et le champ communal a été singulièrement restreint.

Le projet de loi actuel « tend à améliorer la situation financière des provinces et des communes » mais ne leur apportera aucune aide matérielle d'en dehors d'elles-mêmes.

Toutes les solutions préconisées pour venir en aide aux communes ont dû se borner aux trois réformes suivantes :

1° Alléger la situation financière des communes par la reprise d'une partie des dettes contractées au cours de la guerre ou après l'armistice;

2° Assurer une meilleure répartition des ressources déjà attribuées aux communes;

3° Permettre aux communes — et aux provinces — de lever certains impôts.

L'État a déjà repris une partie des dettes communales de guerre. Il étudie les moyens de compléter cette intervention.

Il est indispensable que cet effort aboutisse. C'est la stricte justice. Ce sera la réalisation de promesses indiscutables.

Le projet de loi instituant un fonds des communes en même temps que la disposition de l'article 1^{er} du présent projet répondent au second desideratum exprimé.

L'article 2 tend à réaliser la troisième réforme.

I.

Modifications à la répartition de revenus attribués aux communes.

ARTICLE PREMIER.

Actuellement les provinces et les communes se voient attribuer directement, l'ensemble des unes et des autres, chacun un quart des taxes suivantes :

1° *Sur la taxe mobilière, au taux plein*, perçue en vertu de l'article 15 des lois coordonnées, sur les revenus des actions ou des parts y assimilées de sociétés par actions, civiles ou commerciales, ayant en Belgique leur siège social ou leur principal établissement administratif.

Ces revenus comprennent : a) les dividendes, intérêts, parts d'intérêts ou de fondateur ou tous autres profits attribués à quelque titre et sous quelque forme que ce soit; b) les remboursements totaux ou partiels du capital social, opérés en cas de bénéfices.

2° *Sur la taxe professionnelle, au taux plein* perçue en vertu de l'article 35.

Le terme au taux plein exclut les revenus réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie (lois coordonnées, articles 81, 15, 34, § 2^a.)

Ces produits sont attribués aux provinces et communes au prorata du montant des revenus obtenus dans chaque province et dans chaque commune et, à défaut de cet élément, selon des règles à fixer par arrêté royal.

Le projet de loi modifie la base de ces prélèvements et la répartition de ces sommes.

En ce qui concerne la taxe professionnelle, une partie de celle-ci est retenue à la source par application de l'article 31, § 1, b. C'est celle frappant les traitements, salaires et pensions.

Le projet de loi instituant le fonds des communes, substituera à l'attribution directe de ces taxes perçues à la source le versement par l'Etat d'une somme forfaitaire à prélever sur des ressources générales.

Le surplus du quart attribué aux communes reste soumis à la répartition.

Mais tandis que sous le régime actuel les revenus mobiliers et professionnels attribués aux communes et aux provinces leur sont répartis sur la base et au prorata du montant des bénéfices réalisés ou revenus obtenus dans chaque commune ou chaque province, le projet de loi modifie cette règle : La répartition sera opérée selon des règles à déterminer par arrêté royal.

L'exposé des motifs reste muet en ce qui concerne la répartition des revenus mobiliers, mais indique les intentions du Gouvernement en ce qui concerne les revenus professionnels :

« La répartition sera réglée, comme il était déjà prévu, par un arrêté royal qui tiendra compte de toutes les circonstances particulières à chaque cas et spécialement du nombre des employés et ouvriers de chaque commune utilisés dans les établissements industriels...

» En fait, le dit impôt a un caractère intercommunal nettement marqué. N'est-il pas évident qu'une ville, siège de bureaux d'administrations publiques ou de grands établissements industriels, ne peut prétendre à recevoir *seule* le quart de la taxe professionnelle retenue aux employés ou ouvriers utilisés dans les dits bureaux ou établissements, *alors que ces contribuables habitent des communes voisines, sinon des localités éloignées?* »

On peut donc prévoir que les dispositions de l'arrêté royal du 18 février 1920 seront généralisées, mais aucune obligation n'existe pour le Gouvernement d'en agir ainsi.

Cette disposition a longtemps retenu l'attention de la Commission. Elle ne peut dissimuler que ce texte a pour effet de confier au Gouvernement des pouvoirs considérables.

Il peut dépendre d'un arrêté royal que la situation de telle ou telle catégorie de communes soit singulièrement avantagée ou compromise.

La majorité des membres de la Commission, était certes d'avis qu'il serait préférable d'inscrire dans la loi elle-même les bases de la répartition. Les règles de répartition du fonds des communes seront insérées dans la loi qui instaure cette institution. Et naturellement la question s'est posée s'il ne conviendrait pas de répartir les sommes constituant la part du quart des communes à l'intervention du fonds des communes.

D'autre part la base de répartition proposée pour ce fonds ne pourrait-elle être équitablement transcrite ici, sauf à y apporter quelques légères modifications, telle la substitution du revenu bâti, au revenu bâti *imposé*.

Mais le résultat de ces délibérations a été que le système de perception instauré par la loi de 1919 fonctionne depuis trop peu de temps, pour qu'on puisse se rendre actuellement un compte absolument exact de son rendement. Cette considération a paru faire obstacle à l'introduction actuelle de règles rigides, dans une loi qui doit avoir un caractère permanent et stable. C'est ainsi que la Commission s'est résignée à confier au Gouvernement le soin de fixer les règles de répartition, sous le contrôle du Parlement pendant cette période d'expérience, et de lui accorder le crédit qu'il propose.

II.

Droit des communes et des provinces de lever des additionnels aux impôts cédulaires.

ART. 2.

L'article 2 du projet a pour objet de rendre aux communes, au moins partiellement, la liberté fiscale qu'elles n'ont cessé de réclamer. Toutes considèrent qu'en l'absence de cette liberté, il leur est impossible de dénouer la situation actuelle.

La loi sur les revenus a interdit aux communes d'établir et de percevoir des additionnels ou des taxes similaires sur la base des impôts cédulaires ou de la supertaxe. Elle a supprimé notamment les taxes communales sur la valeur locative, l'exercice des professions, ne laissant subsister que les taxes indirectes ou les impôts sur les bases maintenues.

On avait discuté la question de savoir si la taxe sur le mobilier était autorisée pour les communes (Sénat, séances des 21 et 22 octobre 1919, p. 933 et 940). La réponse fut affirmative, mais les déclarations du Ministre des finances de l'époque indiqua que le Gouvernement ne serait pas disposé à approuver les perceptions communales de ce chef. « L'Etat, dit-il, ne prend pas pour base le mobilier parce qu'il considère que cette base n'est pas à recommander. D'une part ce serait frapper les objets d'art et apporter une entrave au développement des collections qui sont si utiles à l'intérêt général; d'autre part, ce serait frapper ce qui est, en somme, nécessaire pour l'installation et la vie du ménage ». (Sénat, 22 octobre 1919, p. 940.) Depuis lors, les nécessités budgétaires ont exigé cette taxation sous l'atténuation d'une formule permettant d'éviter le premier obstacle signalé en 1919. La loi du 28 août 1921 (art. 69 à 88) frappe le mobilier, et autorise les communes à établir quatre décimes additionnels à la taxe principale.

Depuis l'interdiction de frapper des additionnels l'ingéniosité des mandataires communaux s'est donné libre carrière pour découvrir des bases nouvelles de taxation, et dans certaines communes les taxes les plus originales ont vu le jour. Mais ce ne sont que des expédients. Il est indispensable d'en revenir au système.

d'avant 1919. Il n'y a lieu à discussion que sur un point spécial : Faut-il limiter la liberté des communes au droit de frapper des additionnels à certaines cédules, à l'exclusion d'autres ; en limiter le montant et la durée de perception, faut-il leur interdire de frapper des taxes similaires ?

Le principe de la liberté absolue — liberté du choix, du temps, de la durée, — a trouvé de nombreux défenseurs.

Certains membres ont estimé que cette liberté ne pouvait être restreinte et qu'il convenait d'en revenir au régime intégral d'avant 1919.

La considération que la loi nouvelle ne peut avoir d'autre caractère que celui d'une loi provisoire a permis de réaliser l'accord sur le texte du projet. L'exposé des motifs a soin de « réserver l'avenir pour les cas où une rentrée normale des impôts cédulaires rendrait plus effective et plus fructueuse la participation des communes au produit de ces impôts et où un retour graduel à des conditions économiques plus favorables, en même temps qu'une saine compression des dépenses, diminueraient les charges écrasantes que les communes ont à supporter aujourd'hui ».

Mais il faut aussi réserver cet avenir pour le cas — hélas trop à prévoir — où les communes ne parviendront pas à rétablir l'équilibre de leurs budgets avant fin 1922, et seront impuissantes à réaliser une tâche que l'État n'aura pu lui-même accomplir.

Le projet de loi ne se borne pas à fixer des limites de durée et de taux : il n'autorise les additionnels que sur certains impôts cédulaires, et exclut la super-taxe. Il ne permet pas d'établir des additionnels à la taxe professionnelle retenue à la source sur les traitements, salaires et pensions.

Les considérations d'ordre économique invoquées pour soustraire aux charges communales, réparties sous forme d'additionnels, les fonctionnaires, les ouvriers, les employés, les pensionnés ne sont pas à l'abri de toute controverse. Les taxes frappées sur les exploitants industriels, commerciaux ou agricoles, peuvent également avoir — l'exposé des motifs le reconnaît — la répercussion d'incidence, par voie de récupération sur les consommateurs et clients. Et il n'est pas exact de dire que les salariés ne pourraient agir par la même voie, puisque le même exposé des motifs invoque plus haut que « toute imposition supplémentaire à charge de salariés entraînerait, en effet, surtout en cette période où le coût de l'existence se maintient élevé, de nouvelles revendications d'augmentation de traitement ou de salaires, qui grèveraient les budgets des pouvoirs publics et les frais généraux des industriels, au moment où les uns et les autres doivent chercher à réduire autant que possible leurs dépenses, soit pour assainir leurs finances, soit pour lutter avantageusement sur le marché mondial. »

En principe donc rien ne justifie l'exception, et il ne peut paraître fâcheux, de voir ainsi créer une catégorie de privilégiés. Mais il existe une raison péremptoire pour qu'il en doive être ainsi : l'impossibilité de créer et de recouvrer un impôt local sur des revenus qui ont un caractère intercommunal. Nous avons dû reconnaître la nécessité de répartir la part revenant aux communes dans ces revenus par le canal du fonds des communes. La même raison s'applique ici avec une force bien plus grande. Une proposition d'établir des additionnels sur les revenus professionnels, retenus à la source, a été écartée par sept voix contre trois.

Ces mêmes raisons doivent faire écarter les taxations locales additionnelles à la taxe mobilière sur les revenus des actions, bien qu'une part de cet impôt soit attribuée aux provinces et aux communes. Ici l'Exposé des motifs constate avec infiniment de raison que « la diversité du taux de ces additionnels rendrait, en effet, très difficile sinon impossible, la perception de la dite taxe à la source, c'est-à-dire au moment même du paiement des dividendes qui s'effectue généralement ailleurs qu'au siège des sociétés. »

Ces taxes ne pourraient être perçues que si l'on relevait d'une façon générale le taux principal des impôts cédulaires pour en verser le montant obtenu par ce relèvement dans le fonds des communes. Mais ceci supposerait une taxation et une répartition au profit de communes qui n'en ont pas besoin, ou en ont besoin dans des proportions moindres que d'autres communes.

Le projet de loi ne rend pas aux communes le droit d'établir des « taxes similaires ».

La distinction entre les taxes similaires et analogues et les autres taxes autorisées n'est pas toujours facile à établir.

C'est ainsi que l'on considère comme taxe similaire à la cédule foncière la taxe sur la valeur locative tandis que les taxes de voirie, de façade ou de superficie, bien que basées en définitive sur la propriété immobilière, sont approuvées parce qu'ayant un autre caractère : elles ne tiennent pas compte du revenu immobilier.

La taxe sur le mobilier exclut les taxes similaires : d'où cette conséquence qu'on ne pourrait imposer certains meubles — tels les pianos — ou les objets de collection.

La faculté d'établir des taxes analogues simplifierait singulièrement la situation. D'autre part les taxes directes analogues, perçues par les organismes communaux ont cet avantage incontestable d'une rentrée plus rapide.

L'établissement de taxes directes a encore cette portée d'engager d'une manière plus pressante les administrateurs communaux dans la voie des économies : Le contribuable est plus attentif aux taxes de caractère nettement communal, qu'à celles que l'État perçoit pour compte des communes, et dont il ne voit pas le bénéficiaire.

La considération invoquée devant la commission pour repousser une modification à cet égard est l'utilité d'unifier le plus possible le régime fiscal pour le ramener, dans ses diverses perceptions au système général de l'impôt sur les revenus.

Rien dans le texte de la loi proposée ne fait obstacle au droit des communes de fixer à un taux inférieur au maximum autorisé le nombre des décimes — ou des centimes additionnels. Rien ne leur interdit d'établir ces additionnels sur des cédules à l'exclusion d'autres, ou sur certains revenus compris dans ces cédules. Rien en droit ni en théorie, mais le pouvoir des communes ne peut s'exercer que sous le contrôle des députations permanentes et du Gouvernement.

Certains membres ont émis la crainte que ce système ne permette cependant à des communes « de ne frapper que certaines catégories de contribuables et de diviser les habitants d'une même commune en deux tronçons : ceux qui sup-

portent toutes les charges et ceux qui ne les supportent pas ou presque pas ». En conséquence ils auraient souhaité que la loi contînt une disposition consacrant, en cas d'imposition d'additionnels le principe de la répartition égale des sommes à lever au prorata de toutes les catégories de revenus.

La majorité de la Commission a considéré que les taxations communales doivent s'inspirer des nécessités locales; qu'il est impossible de fixer des règles absolues de répartition; que les additionnels limités à une seule des cédulae peuvent avoir précisément ce résultat de rétablir l'égalité rompue par l'application d'autres taxes existantes. Aussi a-t-elle repoussé cette suggestion.

Il reste donc établi que le principe de liberté n'est pas restreint par le projet et que dans l'application le Gouvernement pourra « apprécier dans chaque cas, si la proposition fiscale dont il est saisi répond à des besoins réels et ne comporte pas un taux exagéré. Le département de l'Intérieur veillera à ce que les additionnels atteignent également toutes les catégories de redevables ».

Cette dernière partie de la déclaration doit évidemment s'entendre en ce sens que les communes ne pourraient pas par la levée de certains additionnels atteindre des catégories de redevables au détriment des autres.

L'ensemble du projet de loi a été adopté par 9 voix contre 1.

Il complète celui qui vous est soumis relatif au Fonds des communes. Il apparaîtra sans doute utile au Parlement de ne pas séparer la discussion de ces deux projets,

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

ANNEXE I.**II.**

Lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global.

ART. 80.

Un dixième de produit de la contribution foncière est attribué aux provinces et quatre dixièmes aux communes où les biens imposables sont situés.

ART. 81.

La moitié du produit de la taxe au taux plein sur les revenus des actions, visés à l'article 15, est attribuée par parties égales aux provinces et aux communes, au prorata du montant des bénéfices réalisés dans chaque province ou dans chaque commune, et à défaut de cet élément, selon les règles à fixer par arrêté royal.

ART. 15.

§ 1^{er}. — Les revenus des actions ou des parts y assimilées, visés au 1^o de l'article 14, comprennent :

- a) Les dividendes, intérêts, parts d'intérêts ou de fondateur et tous autres profits attribués à quelque titre et sous quelque forme que ce soit ;
- b) Les remboursements totaux ou partiels du capital social, opérés en cas de bénéfices.

§ 2. — En cas de partage de l'avoir social, par suite de liquidation ou de toute autre cause, la taxe est basée sur l'ensemble des sommes réparties en espèces, en titres ou autrement, déduction faite du capital social réellement libéré restant à rembourser.

ART. 82.

La moitié de la taxe professionnelle établie conformément au paragraphe 2 et au paragraphe 4, n° 2, de l'article 35 est attribuée par parts égales, aux provinces et aux communes, au prorata du montant des revenus, obtenus dans

chaque province ou dans chaque commune et, à défaut de cet élément, selon des règles à fixer par arrêté royal.

ART. 35, § 1^{er}. —

§ 2. — Le taux de la taxe professionnelle, y compris les parts des provinces et des communes, est fixé à 2 % pour la première tranche et augmente graduellement d'un $\frac{1}{2}$ % pour chaque nouvelle tranche, sans pouvoir dépasser 10 % pour la partie des revenus excédant 48,000 francs.

§ 3. —

§ 4. — Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, la taxe est uniformément fixée :

1° A 2 %, pour les revenus réalisés et imposés à l'étranger ou dans la colonie ;

2° A 10 %, pour les bénéfices des sociétés étrangères par actions et rémunérations des administrateurs, commissaires, liquidateurs ou autres exerçant des fonctions analogues près des sociétés par actions belges, étrangères ou de la colonie.

Toutefois, les intéressés peuvent être dégrevés à concurrence de la somme qui excède la taxe résultant de l'application, à l'ensemble de leurs rémunérations, des taux fixés au paragraphe 2 ci-dessus.

Lois coordonnées du 20 octobre 1919 et du 3 août 1920 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global.

ART. 83.

ALINÉA 1. — Il ne peut être établi ni perçu des additionnels provinciaux ou communaux ni des taxes similaires sur la base ou le montant des impôts cédulaires ou de la supertaxe créés par la présente loi.

III.

Exécution des articles 81, §§ 1 et 82, § 2 de la loi du 29 octobre 1919.

Arrêté royal du 18 février 1920.

B. — Bénéfices réalisés dans plusieurs communes.

Répartition des taxes y afférentes.

ART. 10, § 1^{er}. — Les redevables des taxes mobilière et professionnelle, qui possèdent en Belgique des établissements (installations, sièges ou agences quel-

conques) dans plusieurs communes, sont tenus d'annexer à leur déclaration des revenus imposables, un relevé, en double expédition, indiquant le montant par établissement, des bénéfices réalisés dans chacune de ces communes; celles-ci sont groupées dans le relevé par province et dans l'ordre alphabétique.

§ 2. — A défaut de comptabilité faisant ressortir le montant des bénéfices par établissement ou en cas de présomption grave d'inexactitude, un cinquième de la taxe est attribué au principal établissement administratif et les quatre cinquièmes restants sont répartis d'après les éléments mentionnés, par catégorie d'établissements, au tableau ci-annexé.

§ 3. — Si les éléments mentionnés au tableau ci-annexé ne sont pas fournis ou ne présentent pas des garanties suffisantes d'exactitude, l'Administration des contributions directes est autorisée à faire la répartition des quatre cinquièmes de la taxe visés au § 2, au prorata du revenu cadastral des immeubles affectés à l'exploitation des établissements ou, à défaut de cette base, d'après la population des communes.

Tableau annexe de l'Arrêté royal du 18 février 1920.

N° d'ordre.	Catégorie d'établissements.	Éléments servant de base à la répartition des taxes allérentes aux bénéfices réalisés dans plusieurs communes.
1	Manufactures, usines, fabriques, ateliers de construction, carrières, briqueteries, tuileries.	Nombre d'ouvriers.
2	Agences d'assurances de renseignements, de réclame, de publicité, de voyages.	Recettes effectuées.
3	Exploitation de mines.	Extraction nette sous le territoire de chaque commune.
4	Exploitation de chemins de fer.	Encaissements opérés dans chaque gare.
5	Vente de produits, entreprises de spectacle, de débits d'hôtels.	Recettes effectuées.
6	Pépinières, exploitations agricoles ou maraîchères.	Étendue des cultures.
7	Canaux.	Longueur des voies navigables.
8	Tramways, chemins de fer vicinaux sans gares.	Longueur des voies.
9	Centrales électriques.	Recettes effectuées.
10	Banques, établissements de crédit ou change.	Nombre d'employés.

ANNEXE AU N° 142.

TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION.

Projet de loi tendant à améliorer la situation financière des provinces et des communes.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 81 et 82 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, concernant les impôts sur les revenus, sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 81. — Un quart du principal de la taxe mobilière aux taux pleins sur les revenus des actions et un quart de la taxe professionnelle, autre que celle sur les revenus réalisés et imposés à l'étranger, sont attribués d'une part, aux provinces, d'autre part, aux communes.

La répartition sera réglée par arrêté royal.

ART. 82. — Le quart de la taxe professionnelle sur les traitements, salaires et pensions retenue à la source, par application de l'article 25, n° 2, et attribuée aux communes leur est réparti conformément aux dispositions de la loi organique du fonds des communes.

BIJLAGE VAN N° 142.

TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.

Wetsontwerp tot verbetering van den financieelen toestand der provinciën en der gemeenten.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 81 en 82 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920, betreffende de inkomstenbelastingen, worden vervangen door de volgende bepalingen :

ART. 81 — Een vierde van de hoofdsom der belasting op de roerende zaken tegen haar vol bedrag op de inkomsten der aandeelen en een vierde der bedrijfsbelasting, andere dan die op de inkomsten in den vreemde behaald en belast, worden eenerzijds aan de provinciën, anderzijds aan de gemeenten toegekend.

De verdeeling zal bij Koninklijk besluit geregeld worden.

ART. 82. — Een vierde van de bedrijfsbelasting op de jaarwedden, loonen en pensioenen, bij de uitbetaling afgehouden bij toepassing van artikel 25, n° 2, en aan de gemeenten toegekend, wordt onder deze verdeeld overeenkomstig de bepalingen der wet tot regeling van het fonds der gemeenten.

ART. 2.

Les deux derniers alinéas de l'article 83 des lois précitées sont remplacés comme suit :

Toutefois, le Gouvernement pourra autoriser les provinces et les communes à établir, pour les exercices 1922 et 1923, des centimes additionnels :

1° à la contribution foncière ;

2° à la taxe professionnelle sur les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles et sur les profits des professions libérales, charges ou offices, ainsi que de toutes occupations lucratives autres que les susdites exploitations.

Toutefois, ces additionnels ne pourront dépasser un décime pour les provinces et quatre décimes pour les communes.

ART. 3.

(Supprimer cet article.)

ART. 2.

De laatste twee alinea's van artikel 83 der voormelde wetten worden vervangen als volgt :

Nochtans kan de Regeering de provinciën en gemeenten machtigen om, voor de dienstjaren 1922 en 1923, opcentiemen te vestigen :

1° op de grondbelasting ;

2° op de bedrijfsbelasting op de winsten van de nijverheids-, handels- of landbouwbedrijven en op de winsten van de vrije beroepen, van de bedieningen of ambten, alsmede van alle andere winstgevende betrekkingen dan voormelde bedrijven.

Nochtans mogen deze opcentiemen niet meer bedragen dan een deciem voor de provinciën en vier deciem voor de gemeenten.

ART. 3.

(Dit artikel te doen wegvallen.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MAART 1922.

Wetsontwerp tot verbetering van den geldelijken toestand der provinciën
en der gemeenten ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat u wordt voorgelegd, vergt geene lange verklaringen. Het volstaat ten andere te wijzen op de talrijke besprekingen die over den toestand der gemeentefinanciën hebben plaats gehad in beide Kamers.

Die toestand is erg. Elken dag komen er nieuwe lasten voor de gemeenten, terwijl de Staat het meerendeel van hunne vroegere inkomsten tot zich trekt.

In het meerendeel der gemeenten wijst de begrooting op een tekort, en zij zijn gedwongen leeningen te sluiten. Voor vele schijnt de toestand niet ontwarbaar. Om hen te helpen, geeft men hun zeer wijze raadgevingen : Spaarzaam zijn, uitgaven verminderen.

Heel goed, maar sommige uitgaven zijn niet te verminderen, b. v. deze door den Staat opgelegd. Er zijn perken aan het verminderen der jaarwedden en loonen; het tekort kan daardoor verminderd, maar niet opgelost worden.

Nieuwe hulpmiddelen scheppen: aan de belasting zijn er grenzen die niet mogen overschreden worden, en de mogelijkheid daartoe is voor de gemeenten aanzienlijk beperkt.

(1) Wetsontwerp, n^o 32.

(2) De Commissie bestond uit :

1) De leden van de *Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen* : de heeren MECHelynck, voorzitter, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYN (Aug.), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE, WAUWERMANS.

2) Zes leden door de Afdeelingen benoemd : de heeren CARLIER, PEPIN, WAUWERMANS, DRION, LAMBORELLE en MABILLE.

Het onderhavige wetsontwerp wil den geldelijken toestand der provinciën en gemeenten verbeteren, maar brengt hun geene stoffelijke hulp buiten de gemeenten zelf.

Al de oplossingen vooropgesteld om de gemeenten te helpen beperken zich tot deze drie :

1^o Den geldelijken toestand der gemeenten verlichten door het overnemen van een gedeelte der schulden aangegaan gedurende den oorlog en na den wapenstilstand ;

2^o Eene betere verdeeling verzekeren van de geldmiddelen, aan de gemeenten reeds toegekend ;

3^o Aan de gemeenten — en aan de provinciën — toelaten zekere belastingen te heffen.

De Staat heeft reeds een deel der oorlogsschulden van de gemeenten overgenomen. Hij onderzoekt de middelen om daarin nog verder te gaan.

Die poging moet volstrekt een goed gevolg krijgen. Dit is slechts eenvoudige rechtvaardigheid. Het is de verwezenlijking van onomstootelijke beloften.

Het ontwerp van wet tot oprichting van een fonds der gemeenten, samen met het bepaalde in artikel 1 van dit wetsontwerp, beantwoorden aan den tweeden eisch.

Artikel 2 tracht de derde hervorming te verwezenlijken.

I.

Wijzigingen in de verdeeling der inkomsten toegekend aan de gemeenten.

EERSTE ARTIKEL.

Thans ontvangen de gemeenten en de provinciën, de eene zooals de andere samengenomen, elk een vierde van de volgende belastingen :

1^o *Van de belasting op de roerende zaken tegen haar volle bedrag*; geheven krachtens art. 15 der samengeordende wetten op de inkomsten der aandeelen of andere daarmee gelijkgestelde aandeelen van de burgerlijke of handelsvennootschappen op aandeelen, die in België hun maatschappelijken zetel of hunne voornaamste bestuursinrichting hebben.

Deze inkomsten omvatten : a) de dividenden, interesten, winstaandeelen of oprichtersaandeelen of alle andere voordeelen, om welke reden en onder welken vorm ook toegekend ; b) de geheele of gedeeltelijke uitkeeringen van het maatschappelijk kapitaal, gedaan in geval van winsten.

2^o *Op de bedrijfsbelasting tegen haar vol bedrag*, geheven krachtens artikel 35.

Door de woorden « tegen haar vol bedrag » zijn uitgesloten de winsten gemaakt en belast in den vreemde of in de Kolonie (samengeordende wetten, artikelen 81, 15, 34, § 2^a).

Deze ophrengsten worden toegekend aan de provinciën en de gemeenten naar verhouding van het bedrag der inkomsten verworven in iedere provincie en in iedere gemeente, of, bij gebrek aan dit gegeven, volgens regelen door Koninklijk besluit vast te stellen.

Het wetsontwerp wijzigt den grondslag van deze afhoudingen en de verdeling van deze sommen.

Wat betreft de bedrijfsbelasting, wordt een gedeelte daarvan afgehouden aan de bron bij toepassing van artikel 31, § 1, ^b. Het is het deel, dat de jaarwedden, loonen en pensioenen treft.

Het wetsontwerp tot oprichting van het Fonds der gemeenten zal de rechtstreeksche toekenning van deze belasting, geheven aan de bron, vervangen door de uitkeering door den Staat van eene vast bepaalde som vooraf te nemen van de algemeene middelen.

Het overschietende boven het vierde toegekend aan de gemeenten blijft aan de verdeling onderworpen.

Terwijl echter onder het huidige stelsel de inkomsten van de roerende zaken en van de bedrijven, toegekend aan de gemeenten en de provinciën, onder deze worden verdeeld op den grondslag en naar verhouding van het bedrag der gemaakte winsten of der inkomsten verworven in iedere gemeente of iedere provincie, wijzigt het wetsontwerp deze regeling: De verdeling zal bij Koninklijk besluit geregeld worden.

De Memorie van Toelichting spreekt niet over de verdeling der inkomsten op de roerende zaken, maar wijst de inzichten aan van de Regeering wat betreft de bedrijfsinkomsten:

« De omslag zal, gelijk het reeds voorzien was, geregeld worden door een Koninklijk besluit, dat rekening houden zal met al de omstandigheden eigen aan elk geval en, inzonderheid, met het getal bedienden en werklieden van elke gemeente arbeidende in de nijverheidsinrichtingen.

« Feitelijk heeft gemelde belasting een wel aangeduid intercommunaal karakter. Is het niet blijkbaar dat eene stad, zetel van bureelen van openbare besturen of groote nijverheidsinrichtingen, geen aanspraak mag doen gelden om *alléén* het vierde der bedrijfsbelasting, afgehouden van de bedienden of werklieden arbeidende in gemelde bureelen of inrichtingen, te ontvangen, *wanneer deze belastingsschuldigen aangrenzende gemeenten of zelfs ver afgelegen plaatsen bewonen* ».

Men kan dus voorzien dat de bepalingen van het Koninklijk besluit van 18 Februari 1920 algemeen zullen gemaakt worden, maar niets verplicht de Regeering zulks te doen.

De Commissie bleef bij deze bepaling lang stilstaan. Zij kan zich niet ontveinzen dat door dezen tekst aan de Regeering eene zeer uitgebreide macht gegeven wordt.

Van een Koninklijk besluit kan het afhangen dat deze of gene categorie van gemeenten op merkelijke wijze in een voordeeligen of benarden toestand geplaatst wordt.

De meerderheid van de leden der Commissie was voorzeker van meening dat men beter hadde gedaan in de wet zelve de grondslagen van de verdeling te

schrijven. De regelen van de verdeeling van het fonds der gemeenten zullen in de wet, tot oprichting daarvan, neergelegd worden. En natuurlijk werd de vraag gesteld of men de sommen, die het vierde ten bate van de gemeenten uitmaken, niet diende te verdeelen door tusschenkomst van het fonds der gemeenten.

Anderzijds kan de grondslag van verdeling, voorgesteld voor dit fonds, rechtvaardigheidshalve hier niet overgebracht worden, tenzij men daarin enkele kleine wijzigingen brengt, zooals de vervanging van het *belaste* gebouwde inkomen door het gebouwde inkomen.

Maar het besluit van deze beraadslagingen is geweest, dat het stelsel van heffing, door de wet van 1919 ingevoerd, een al te korten tijd werd toegepast om zich op nauwkeurige wijze rekenschap te kunnen geven van wat het opbrengt. Deze beweeggrond bleek eene belemmering om thans strenge regelen te bepalen in eene wet, die een vast en doorlopend karakter moet dragen. Daarom laat de Commissie aan de Regeering dan maar de zorg over, de regelen der verdeling vast te stellen, onder het toezicht van het Parlement, voor dezen proeftijd en verleent haar het voorgestelde crediet.

II.

Recht voor de gemeenten en de provinciën opcentiemen te heffen op de cedulaire belastingen.

Art. 2.

Artikel 2 van het ontwerp heeft ten doel, aan de gemeenten, ten minste gedeetelijk, de fiscale vrijheid, welke zij bij voortduur hebben opgeëischt, terug te geven. Alle zijn van gevoelen, dat zij den bestaanden toestand niet kunnen oplossen, indien zij deze vrijheid missen.

De wet op de inkomsten verbiedt aan de gemeenten, opcentiemen of gelijkwaardige belastingen te heffen op den grondslag van de cedulaire belastingen of van de supertaxe. Door deze wet worden inzonderheid afgeschaft de gemeente-belastingen op de huurwaarde, op de uitoefening der beroepen; enkel blijven bestaan de onrechtstreeksche belastingen of de belastingen op de behouden grondslagen.

De vraag werd behandeld of de gemeenten gemachtigd waren belastingen te heffen op het mobiliair (Senaat, vergaderingen van 21 en 22 October 1919, bl. 933 en 940). Daarop werd bevestigend geantwoord, doch uit de verklaringen van den toenmaligen Minister van Financiën blijkt dat de Regeering niet geneigd zou wezen om de gemeentelijke belastingen op dat gebied goed te keuren. « De Staat, zegde hij, neemt niet tot grondslag het mobiliair, omdat hij dezen grondslag niet als aanbevelenswaardig beschouwt. Eensdeels zou men aldus de kunstvoorwerpen treffen en aldus een hinder brengen in de uitbreiding der verzamelingen welke zoo nuttig zijn voor het algemeen welzijn; anderdeels zou men aldus feitelijk de voorwerpen treffen, die noodzakelijk zijn om een huishouden in te richten ». (Senaat, 22 October 1919, bl. 940.) Sedertdien

werd deze heffing noodzakelijk gemaakt door de behoeften der begrootingen met inachtneming van eene verzachtende formule, waardoor het mogelijk wordt gemaakt den eersten hinderpaal, in 1919 aangewezen, te vermijden. De wet van 28 Augustus 1921 (art. 69 tot 88) treft het mobilair en machtigt de gemeenten vier opdecimen te heffen op de hoofdsom.

Sedert de opcentiemen verboden zijn, trachten de gemeentebestuurders door alle mogelijke middelen nieuwe gronden tot belasting te vinden, en in sommige gemeenten zijn de meest eigenaardige belastingen voor den dag gekomen. Dit zijn echter slechts uitvluchten. Het is volstrekt noodig dat men terugkome tot de regeling van vóór 1919. Slechts een bijzonder punt kan worden betwist : Moet de vrijheid der gemeenten beperkt worden tot het recht opcentiemen te heffen op sommige cedula's, met uitsluiting van andere ? Moeten het bedrag en de duur der inning worden beperkt ? Moet men aan de gemeenten verbieden gelijkaardige belastingen te heffen ?

Door velen werd het beginsel der volstrekte vrijheid voorgestaan : vrijheid van keuze, van den tijd, van den duur.

Sommige leden waren van gevoelen dat deze vrijheid niet mocht beperkt worden en dat men terug tot de onverminkte regeling van vóór 1919 moest komen.

Men is het kunnen ééns worden over den tekst van het ontwerp, omdat men aangenomen heeft dat de nieuwe wet slechts eene voorloopige wet kon zijn. In de Memorie van Toelichting wordt gezegd : « Het ontwerp behoudt de toekomst vrij, moest eene normale heffing der cedulaire belastingen het aandeel der gemeenten in de opbrengst dier belastingen werkelijker en voordeeliger maken en moest een trapsgewijze terugkeer tot voordeeligere economische toestanden, zoomede een gezonde beperking der uitgaven, de verpletterende lasten verminderen, welke de gemeenten thans te dragen hebben. »

Doch hier ook moet men de toekomst voorbehouden voor het geval — eilaas al te waarschijnlijk — dat de gemeenten er niet zullen toe komen, hunne begrootingen in evenwicht te brengen vóór einde 1922 en onmachtig zullen wezen eene taak te verwezenlijken, welke de Staat zelf niet zal hebben kunnen ten uitvoer leggen.

Het wetsontwerp bepaalt niet enkel beperkingen van duur en van bedrag : het laat de opcentiemen slechts toe op sommige cedulaire belastingen en sluit de supertaxe uit. Het laat niet toe, opcentiemen te heffen op de bedrijfsbelasting welke wordt afgehouden van de wedden, loonen en pensionen.

De beschouwingen van economischen aard, welke worden ingeroepen om de ambtenaren, de werklieden, de bedienden te ontheffen van de gemeentelijke lasten welke worden voorgesteld onder vorm van opcentiemen, staan niet buiten alle betwisting. De belastingen geheven van de nijverheids-, handels- of landbouwbedrijven kunnen insgelijks — zooals blijkt uit de Memorie van Toelichting — een weerslag vinden bij de verbruikers en de klanten. En het is niet juist, dat de loontrekkenden niet hetzelfde middel zouden kunnen gebruiken, vermits dezelfde Memorie van Toelichting luidt : « Iedere aanvullende belasting ten laste der loontrekkenden zou, inderdaad, inzonderheid in dit tijdperk waar de levensstandaard hoog blijft, aanleiding geven tot nieuwe eischen.

in zake verhooging van jaarwedden of loonen, dewelke de begrootingen der openbare machten en de algemeene onkosten der nijveraars zouden bezwaren, zulks op een oogenblik dat ze beiden moeten streven naar vermindering, in de mate van het mogelijke, van hunne uitgaven, hetzij om hunne financiën gezond te maken, hetzij om voordeelig op de wereldmarkt te kunnen mededingen. »

In beginsel dus wordt de uitzondering door niets gebillijkt, en men zal het betreurenswaardig vinden, dat aldus eene categorie van bevoorrechten wordt in het leven geroepen. Doch eene afdoende reden pleit er voor : de onmogelijkheid, eene plaatselijke belasting te heffen op inkomsten die van intercommunalen aard zijn. Wij hebben de noodzakelijkheid moeten inzien, het aandeel, dat op deze inkomsten aan de gemeenten verschuldigd is, toe te kennen door middel van het gemeentefonds. In deze zaak geldt deze reden nog meer. Een voorstel tot het heffen van opcentiemen op de bedrijfsbelasting, die bij de uitbetaling van de wedde of van het loon wordt afgehouden, werd afgewezen met zeven stemmen tegen drie.

Om dezelfde redenen moet men de plaatselijke heffingen als opcentiemen op de belasting op de inkomsten der aandeelen afwijzen, ofschoon een deel dezer belastingen aan de provinciën en aan de gemeenten toegekend wordt. Hier stelt de Memorie van Toelichting zeer terecht vast dat « de verscheidenheid van het » bedrag dezer opcentiemen inderdaad de inning van gemelde belasting aan de » bron, dit is op het oogenblik zelf van de uitkeering der dividenden, dewelke » over 't algemeen elders geschiedt dan ten zetel der venootschappen, erg be- » zwaren, zooniet onmogelijk maken zou. »

Die heffingen zouden slechts kunnen geïnd worden wanneer men het hoofd-bedrag der cedulaire belastingen op algemeene wijze zou verhoogen om de aldus bekomen opbrengst te storten in het fonds der gemeenten. Dit zou echter eene heffing en eene verdeeling veronderstellen ten bate van gemeenten die het niet noodig hebben of het minder noodig hebben dan andere gemeenten.

Door het wetsontwerp wordt het recht om « gelijkaardige belastingen » in te voeren, niet teruggegeven aan de gemeenten.

Het onderscheid tusschen de gelijkaardige en soortgelijke belastingen en de overige toegelaten belastingen kan niet altijd gemakkelijk vastgesteld worden.

Zoo wordt de belasting op de huurwaarde beschouwd als gelijkaardige belasting, terwijl de heffingen wegens de wegen, de gevels of de oppervlakte, al zijn zij eigenlijk gegrond op den onroerenden eigendom, worden goedgekeurd, omdat zij een ander karakter hebben : zij nemen het onroerend inkomen niet in aanmerking.

De belasting op het mobiliair sluit de gelijkaardige belastingen buiten ; daaruit volgt dat men sommige meubelen — namelijk de piano's — of de voorwerpen eener verzameling niet zou mogen belasten.

De vrijheid om soortgelijke belastingen in te voeren zou den toestand merkkelijk vereenvoudigen. Anderzijds leveren de soortgelijke rechtstreeksche belastingen, door de gemeenten geheven, het onbetwistbaar voordeel op, dat de invordering daarvan sneller geschiedt.

Het invoeren van rechtstreeksche belastingen heeft nog dit gevolg, de gemeentebestuurders dringender aan te zetten tot bezuinigingen : de belastingplichtige

is meer getroffen door belastingen met een louter gemeentelijk karakter dan door die, welke de Staat invordert voor rekening van de gemeenten en waarvan men den beneficiant niet ziet.

Om eene wijziging hieromtrent af te wijzen, werd in de Commissie er op gewezen, dat het nuttig is zooveel eenheid mogelijk te brengen in de belastingregeling en, voor de verscheidene heffingen daarvan, het algemeen stelsel van de inkomstenbelasting in te voeren.

In den tekst van de voorgestelde wet komt geene bepaling voor, waardoor het aan de gemeenten mocht verboden zijn, een lager getal opdecimen of opcentiemen te heffen dan het toegelaten maximum. Niets belet haar, die opcentiemen te heffen op sommige cedulaire belastingen met uitsluiting van andere, of op sommige inkomsten begrepen in die cedulaire belastingen. De gemeenten kunnen echter van die macht gebruik maken alleen onder de contrôle van de bestendige deputatiën en van de Regeering.

Sommige leden hebben de vrees geuit, dat dit stelsel aan de gemeenten zou toelaten « slechts sommige categorieën van belastingplichtigen te treffen en aldus de inwoners eener zelfde gemeente in twee soorten te verdeelen : zij die al de lasten dragen en zij die er geene of schier geene dragen ». Dientengevolge zouden zij in de wet eene bepaling willen zien opnemen, waardoor, in geval opcentiemen worden geheven, het beginsel wordt gehuldigd van den gelijken aanslag der te heffen sommen in verhouding tot al de soorten van inkomsten.

De meerderheid van de Commissie was van gevoelen dat de gemeentebelastingen moeten gegrond zijn op plaatselijke noodwendigheden; dat het onmogelijk is vaste regelen te stellen voor den omslag; dat de opcentiemen, beperkt tot eene enkele cedula, juist voor gevolg kunnen hebben de gelijkheid te herstellen, welke door andere bestaande belastingen werd verbroken. Ook werd dit voorstel verworpen.

Het is dus bewezen, dat het vrijheidsbeginsel niet beperkt wordt door het ontwerp en dat de Regeering, bij de toepassing, « in elk afzonderlijk geval kan oordeelen of het fiscale voorstel, dat haar wordt onderworpen, aan werkelijke behoeften beantwoordt en geene overdreven eischen stelt. Het Departement van Binnenlandsche Zaken zal er de hand aan houden; dat de opcentiemen op dezelfde wijzen al de soorten van belastingplichtigen treffen. »

Dit laatste gedeelte van de verklaring moet klaarblijkelijk derwijze verstaan worden, dat de gemeenten niet gemachtigd worden, door het heffen van opcentiemen sommige soorten van belastingplichtigen te treffen ten nadeele van anderen. Geheel het wetsontwerp werd goedgekeurd met 9 stemmen tegen 1. Het is eene aanvulling van het aanhangige ontwerp betreffende het fonds der gemeenten. Ongetwijfeld zal het Parlement het gepast achten, de behandeling van deze beide ontwerpen niet van elkaar te scheiden.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

BIJLAGE I.**II.**

Samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen.

ART. 80.

Een tiende van de opbrengst der grondbelasting wordt aan de provinciën toegekend en vier tienden aan de gemeenten, waar de belastbare goederen gelegen zijn.

ART. 81, § 1.

De helft van de opbrengst der volle belasting op de inkomsten der aandeeleu, bedoeld bij artikel 15, wordt bij gelijke deelen aan de provinciën en aan de gemeenten toegekend naar verhouding van het bedrag der winsten verwezenlijkt in elke provincie of in elke gemeente, en, bij gebrek aan dezen grondslag, volgens de bij Koninklijk besluit te bepalen regelen.

ART. 15. § 1.

In de bij n^o 1^o van artikel 14 bedoelde inkomsten der aandeeleu of der daarmee gelijkgestelde deelen zijn begrepen : a) de dividenden, interesten, interest- of oprichtersaandeeleu en alle andere baten, uitgekeerd uit welken hoofde en op welke wijze ook; b) de volle of gedeeltelijke terugbetalingen van het maatschappelijk kapitaal, in geval van winsten uitgekeerd.

§ 2. — Wordt, ten gevolge van vereffening of om cenige andere reden, overgegaan tot de verdeeling van het maatschappelijk vermogen, dan wordt de belasting geheven van het geheel bedrag der sommen, uitgekeerd in specie, in titels of anderszins, na aftrek van het werkelijk volgestort maatschappelijk kapitaal dat nog terugbetaalbaar is, en van alle sommen die reeds aan de belasting werden onderworpen.

ART. 82. § 1.

De helft der bedrijfsbelasting, gevestigd overeenkomstig 2 en § 4, n° 2, van artikel 35, wordt bij gelijke aandeelen toegekend aan de provinciën en aan de gemeenten, naar verhouding van het bedrag der in elke provincie of in elke gemeente verwezenlijkte inkomsten en, bij gebreke van dezen grondslag, volgens bij Koninklijk besluit te bepalen regelen.

ART. 35. § 1.

§ 2. — Het bedrag, met inbegrip van de aandeelen der provinciën en der gemeenten, wordt op 2 t. h. gesteld voor de eerste schijf en vermeerderd trapsgewijze met een half ten honderd voor elke nieuwe schijf, zonder 10 t. h. te mogen overschrijden voor het gedeelte der inkomsten dat 48,000 frank overschrijdt.

§ 3. —

§ 4. — Met afwijking van §§ 2 en 3 wordt de belasting gelijkelijk bepaald :

1° Op 2 t. h. voor de inkomsten in den vreemde of in de Kolonie behaald en belast;

2° Op 10 t. h. voor de winsten der vreemde vennootschappen op aandeelen en de vergeldingen der beheerders, commissarissen, vereffenaars of anderen die gelijkaardige ambten waarnemen bij de Belgische, vreemde of tot de Kolonie behorende vennootschappen op aandeelen.

Nochtans kunnen de belanghebbenden ontlasting verkrijgen tot bedrag der som die de belasting overschrijdt, welke voortvloeit uit de toepassing, op het gezamenlijke hunner vergeldingen, van de bedragen bepaald in § 2 hierboven.

Samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920
ing van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene
bijkomende belasting op het globaal inkomen.

ART. 83.

Op den grondslag of op het bedrag der bij deze wet ingevoerde cedulaire belastingen of « supertaxe » mogen noch opcentiemen ten bate van provincie of gemeente, noch soortgelijke belastingen gelegd of geheven worden.

III.

**Uitvoering der artikelen 81, § 1, en 82, § 2 der wet van 29 October 1919.
Koninklijk besluit van 18 Februari 1920.**

B. — Winsten behaald in verscheidene gemeenten.

Omslag der daarmede verband houdende belastingen.

ART. 40, § 1. — Degenen die de belasting op roerende zaken of de bedrijfsbelasting verschuldigd zijn en die in België inrichtingen (instellingen, zetels of eenigerhande agentschappen) in verschillende gemeenten bezitten, zijn gehouden aan hunne afgifte der belastbare inkomsten eene opgave, in dubbel afschrift, te hechten, welke, per inrichting, het bedrag aanduidt der winsten behaald in elke dezer gemeenten; deze worden in de opgave gerangschikt per provincie en naar de alphabetische orde.

§ 2. — Bij gebrek aan eene boekhouding welke het bedrag der winsten per inrichting doet blijken of in geval van ernstig vermoeden van onechtheid, wordt een vijfde der belasting aan de bestuurlijke hoodinrichting toegekend en de overige vier vijfden worden omgeslagen volgens de bestanddeelen welke, per klasse van inrichtingen, in de hierbijgaande tabel vermeld zijn.

§ 3. — Indien de bestanddeelen vermeld in de bijgaande tabel niet opgegeven worden of geen voldoende waarborg van echtheid bieden, is het beheer der rechtstreeksche belastingen gemachtigd den omslag der onder § 2 bedoelde vier vijfden van de belasting te doen in verhouding tot het kadastrale inkomen der onroerende goederen bestemd tot het exploiteeren der inrichtingen of, bij gebrek van dien grondslag, volgens de bevolking der gemeenten.

Tabel gehecht aan het Koninklijk besluit van 18 Februari 1920.

Volg-nummer.	Klasse van inrichtingen.	Bestanddeelen dienende tot grondslag voor den omslag der belastingen verband houdende met in verscheidene gemeenten behaalde winsten.
1	Manufacturen, trafieken, fabrieken, constructiewerkplaatsen, steengroeven, pannebakkerijen, steenbakkerijen.	Aantal werklieden.
2	Agentschappen van verzekeringen, van inlichtingen, van reklaam, van publiciteit, van reizen.	Gedane ontvangsten.
3	Mijnontginning.	Zuivere uitgraving onder het grondgebied van elke gemeente.
4	Spoorwegexploitatie.	Incasceeringen gedaan in elke statie.
5	Verkoop van producten, onderneming van vertooningen, van slijterijen, van gasthoven.	Gedane ontvangsten.
6	Boomkweekerijen, exploitatiën van landbouw en groenselteelt.	Uitgestrektheid der bouwerij.
7	Kanalen.	Lengte der bevaarbare waters.
8	Tramways, buurtspoorwegen zonder staties.	Lengte der lijnen.
9	Centrale electriekfabrieken.	Gedane ontvangsten.
10	Bankhuizen, krediet- of wisselinrichtingen.	Getal beambten.

ANNEXE AU N° 142.

**TEXTE PROPOSÉ
PAR LA COMMISSION.**

Projet de loi tendant à améliorer la situation financière des provinces et des communes.

ARTICLE PREMIER.

Les articles 81 et 82 des lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920, concernant les impôts sur les revenus, sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 81. — Un quart du principal de la taxe mobilière aux taux pleins sur les revenus des actions et un quart de la taxe professionnelle, autre que celle sur les revenus réalisés et imposés à l'étranger, sont attribués d'une part, aux provinces, d'autre part, aux communes.

La répartition sera réglée par arrêté royal.

ART. 82. — Le quart de la taxe professionnelle sur les traitements, salaires et pensions retenue à la source, par application de l'article 25, n° 2, et attribuée aux communes leur est réparti conformément aux dispositions de la loi organique du fonds des communes.

BIJLAGE VAN N° 142.

**TEKST DOOR DE COMMISSIE
VOORGESTELD.**

Wetsontwerp tot verbetering van den financieelen toestand der provinciën en der gemeenten.

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 81 en 82 der samengeordende wetten van 29 October 1919 en 3 Augustus 1920, betreffende de inkomstenbelastingen, worden vervangen door de volgende bepalingen :

ART. 81. — Een vierde van de hoofdsom der belasting op de roerende zaken tegen haar vol bedrag op de inkomsten der aandeelen en een vierde der bedrijfsbelasting, andere dan die op de inkomsten in den vreemde behaald en belast, worden eenerzijds aan de provinciën, anderzijds aan de gemeenten toegekend.

De verdeling zal bij Koninklijk besluit geregeld worden.

ART. 82. — Een vierde van de bedrijfsbelasting op de jaarwedden, loonen en pensioenen, bij de uitbetaling afgehouden bij toepassing van artikel 25, n° 2, en aan de gemeenten toegekend, wordt onder deze verdeeld overeenkomstig de bepalingen der wet tot regeling van het fonds der gemeenten.

ART. 2.

Les deux derniers alinéas de l'article 83 des lois précitées sont remplacés comme suit :

Toutefois, le Gouvernement pourra autoriser les provinces et les communes à établir, pour les exercices 1922 et 1923, des centimes additionnels :

1° à la contribution foncière ;

2° à la taxe professionnelle sur les bénéfices des exploitations industrielles, commerciales ou agricoles et sur les profits des professions libérales, charges ou offices, ainsi que de toutes occupations lucratives autres que les susdites exploitations.

Toutefois, ces additionnels ne pourront dépasser un décime pour les provinces et quatre décimes pour les communes.

ART. 3.

(Supprimer cet article.)

ART. 2.

De laatste twee alinea's van artikel 83 der voormelde wetten worden vervangen als volgt :

Nochtans kan de Regeering de provinciën en gemeenten machtigen om, voor de dienstjaren 1922 en 1923, opcentiemen te vestigen :

1° op de grondbelasting ;

2° op de bedrijfsbelasting op de winsten van de nijverheids-, handels- of landbouwbedrijven en op de winsten van de vrije beroepen, van de bedieningen of ambten, alsmede van alle andere winstgevende betrekkingen dan voormelde bedrijven.

Nochtans mogen deze opcentiemen niet meer bedragen dan een deciem voor de provinciën en vier deciem voor de gemeenten.

ART. 3.

(Dit artikel te doen wegvallen.)